

Questions orales

Le très hon. P. E. Trudeau (premier ministre): Monsieur l'Orateur, je n'ai aucune déclaration à faire à ce sujet pour le moment.

[Français]

M. l'Orateur: L'honorable député de Portneuf désire-t-il poser une question supplémentaire?

M. Roland Godin (Portneuf): Non, monsieur le président.

M. l'Orateur: L'honorable député de Shefford a la parole.

LA MAJORATION DES TAUX D'INTÉRÊT BANCAIRE—ON RÉCLAME L'INTERVENTION DU GOUVERNEMENT

M. Gilbert Rondeau (Shefford): Monsieur le président, je désire poser une question supplémentaire à l'honorable ministre des Finances.

Peut-il dire jusqu'à quel niveau il a l'intention de laisser hausser le taux d'intérêt bancaire avant de réagir par l'adoption de mesures qui seront appliquées par la Banque du Canada?

L'hon. John N. Turner (ministre des Finances): Monsieur l'Orateur, la question de l'honorable député étant posée en ces termes, je ne peux y donner une réponse concrète.

[Traduction]

LA LUTTE CONTRE L'INFLATION—L'OPPORTUNITÉ D'UN PROGRAMME D'URGENCE—LES PROJETS DU GOUVERNEMENT EN MATIÈRE D'ACCROISSEMENT DE LA PRODUCTION

L'hon. George Hees (Prince Edward-Hastings): Monsieur l'Orateur, j'ai une question à poser au très honorable premier ministre. Comme le programme avancé par le très honorable représentant la semaine dernière ne comprenait aucune disposition destinée à résoudre les problèmes fondamentaux de l'inflation, mais qu'il se bornait à présenter des mesures permettant à certains Canadiens de faire face plus facilement à la hausse des prix due à l'inflation, le gouvernement considère-t-il maintenant que l'inflation a atteint un niveau suffisamment élevé pour justifier l'introduction d'un programme d'urgence; en effet, il y a de nombreux mois, le gouvernement a annoncé à la Chambre qu'il était prêt à lutter contre l'inflation lorsqu'elle aura atteint un niveau suffisant élevé.

Le très hon. P. E. Trudeau (premier ministre): Monsieur l'Orateur, étant donné que je ne suis pas d'accord avec le préambule de la question, ma réponse brève est non. Le député devrait se rendre compte que, contrairement à ce qu'il a affirmé dans son préambule, nous nous attaquons aux causes de l'inflation...

Des voix: Oh, oh!

M. Trudeau: ... en nous occupant de la question des approvisionnements. De l'avis du gouvernement et des analystes en la matière, l'inflation est attribuable à l'insuffisance des stocks. C'est pour cette raison que les mesures que nous avons rendues publiques en juillet, août et septembre veulent s'attaquer à cet aspect du problème.

M. Hees: Puisque le premier ministre a déclaré que la cause fondamentale de l'inflation est une insuffisance des stocks, pourrait-il dire à la Chambre maintenant quelles mesures le gouvernement a prises pour stimuler la produc-

[M. Lewis.]

tion dans bon nombre de secteurs ou dans tous les secteurs où il y a pénurie et où les prix ont augmenté très rapidement puisque tous les prix augmentent très rapidement au Canada depuis quelque temps?

M. l'Orateur: A l'ordre. Le député ne croit-il pas que la question qu'il pose maintenant est de portée très générale et invite le premier ministre ou le ministre à faire une déclaration qui devrait normalement être présentée lors de l'appel des motions.

M. Hees: Le premier ministre pourrait-il profiter de la première occasion, lors de l'appel des motions, pour dire à la Chambre quelles dispositions le gouvernement a prises pour stimuler la production dans les secteurs où les prix ont augmenté à un rythme exorbitant au cours des dernières semaines?

M. Trudeau: Monsieur l'Orateur, je crois qu'il suffirait que je fasse parvenir au député copie des déclarations que j'ai faites en août et septembre. Il constatera alors qu'un des sujets importants traités dans ces déclarations est celui des stocks. Je ne suis pas surpris de voir que ceci a échappé à l'attention du député, monsieur l'Orateur, puisque le porte-parole du parti conservateur s'est opposé il y a un moment à ce que nous subventionnions les consommateurs de lait tout en permettant aux producteurs, par l'intermédiaire des offices de commercialisation de sa province, de régler le problème de l'approvisionnement à sa satisfaction.

Des voix: Oh, oh!

Des voix: Bravo!

M. Hees: J'ai lu toutes vos déclarations avec beaucoup de soin et je n'y ai rien trouvé qui indique que le gouvernement a l'intention de stimuler la production dans les domaines sérieusement touchés par l'inflation.

M. l'Orateur: A l'ordre.

L'INFLATION—LES RÉPERCUSSIONS DE L'ACCROISSEMENT DE LA MASSE MONÉTAIRE

M. James Gillies (Don Valley): Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au ministre des Finances. Le ministre voudrait-il nous expliquer pourquoi le gouvernement continue d'accroître la masse monétaire alors qu'il hausse le taux alors que personne, si ce n'est apparemment le gouvernement, n'est d'avis que cela constitue une mesure anti-inflationniste?

L'hon. John N. Turner (ministre des Finances): Monsieur l'Orateur, les taux d'intérêt qui découlent du relèvement des taux de base des banques et des taux de la Banque du Canada, sont fonction de deux phénomènes. D'abord, une très forte extension du crédit qui affecte l'expansion au pays et, ensuite, l'élargissement de l'écart entre les taux d'intérêt au Canada et ceux aux États-Unis et en Europe. Par la conjonction de ces deux forces, les taux à court terme au Canada ne doivent pas être abaissés parce que l'argent sortira du pays à la recherche d'un meilleur rendement ce qui restreindrait le marché des capitaux au pays. Il y a donc eu pression sur le marché des changes.

M. l'Orateur: A l'ordre. La présidence accorde une question supplémentaire au député de Don Valley et ensuite au député d'Oshawa-Whitby.